



AEF Dépêche n°550107 - Metz, le 25/11/2016 10:00:00
- Enseignement supérieur -

Compte : reception temps réel - (52154) - 138.195.39.178 - www.aef.info
 Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

Grand Est : 45 grandes écoles veulent bâtir "de nouvelles coopérations ambitieuses" à l'échelle de la nouvelle région

Par **Pascaline Marion**

Quelque 45 grandes écoles s'engagent à unir leurs forces "pour construire de nouvelles coopérations de recherche et de formation ambitieuses à l'échelle du Grand Est", signalent leurs dirigeants à travers une "charte commune de collaboration", élaborée lors d'un colloque à Reims, mercredi 23 novembre 2016. Ils comptent "étendre les projets qui le justifient à l'échelle régionale" et "en envisager de nouveaux, de manière fédérative". Une "feuille de route, avec des objectifs partagés" est annoncée. Cette première rencontre, initiée par les réseaux de grandes écoles préexistants dans les trois anciennes régions, a permis d'identifier des axes de collaboration et d'approfondir certains défis communs ("relations entreprises", attractivité, etc.). "Une excellence initiative", selon Valérie Debord (LR), vice-présidente de la région Grand Est, qui y voit un moyen de "fairerégion".



AEF

Une quarantaine de dirigeants de grandes écoles (d'ingénieurs, d'architecture, de management, de sciences politiques et de design) du Grand Est se sont réunis pour la première fois, ce mercredi en colloque à Reims. À travers une "déclaration commune" diffusée à l'issue, ils expriment leur volonté de renforcer les synergies à l'échelle de la nouvelle région, selon "une approche confédérale".

LE PÉRIMÈTRE ÉLARGI, VU COMME OPPORTUNITÉ

Pour ces grandes écoles, qui sont déjà "parfois fédérées en un réseau local" (*lire en encadré*), "l'ambition" affichée est "d'étendre les projets qui le justifient à l'échelle régionale et d'en envisager de nouveaux de manière fédérative".

De Strasbourg à Reims

Les grandes écoles se fédèrent à l'échelle locale, depuis plus ou moins longtemps.

- Le réseau **Alsace Tech** (lancé en 2007) regroupe aujourd'hui 14 écoles d'ingénieurs, de management et d'architecture.
- La "**Conférence régionale des grandes écoles de Lorraine**", présidée par Lorenzo Diez (École nationale supérieure d'architecture de Nancy) s'appuie sur l'historique INPL, fédérant les écoles d'ingénieurs depuis 1969 (lire sur AEF).
- En **Champagne-Ardenne**, un collectif souple associe une dizaine de grandes écoles (dont 5 appartiennent à la Comue).

"Avec une feuille de route Grand Est, l'idée n'est pas de casser les dynamiques territoriales en place", précise Jean-François Quéré, président d'Alsace Tech.

32 000 étudiants. Avec 45 grandes écoles dans son périmètre, "la région Grand Est" dispose d'un "potentiel puissant de compétences et de savoirs", qui la place au 3^e rang des régions de France (après l'Île-de-France et Rhône-Alpes).

"32 000 étudiants, 9 000 diplômés par an, 150 spécialités de formation d'une grande diversité : ce poids constitue un formidable atout pour la région" (créée au 1^{er} janvier). "À côté des universités, les grandes écoles du Grand Est peuvent très utilement contribuer au déploiement du SRDEII en cours d'élaboration", soulignent les directeurs.

"Une force tournée vers le développement économique". Les établissements font valoir "des identités et visions partagées". "Les grandes écoles doivent leur reconnaissance à leur sélectivité, leur priorité à la professionnalisation, leur appui sur une recherche conduisant à l'innovation et leur ambition de préparer les cadres pour répondre aux défis du pays. En cela, elles sont des acteurs majeurs de la Nouvelle France industrielle", poursuivent leurs dirigeants. Et de préciser : "les liens entre leurs étudiants et les entreprises/collectivités constituent une force largement tournée vers le développement économique, social et culturel des territoires".

De nouvelles perspectives, sur "un terreau favorable". Les grandes écoles du Grand Est envisagent aujourd'hui "de nouvelles opportunités, sur un territoire élargi". À l'échelle des anciennes régions, "de nombreuses actions inter-écoles se sont déployées, à travers des salons de recrutement communs, des concours étudiants sur l'innovation et l'entrepreneuriat, des passerelles inter-écoles par exemple", rappellent-ils. "Aujourd'hui, cette nouvelle réalité administrative qu'est la région Grand Est offre un terreau favorable pour de nouvelles opportunités de coopération".



Sur le plan opérationnel, certaines thématiques devraient ainsi se concevoir en commun, et donner lieu à des partenariats inter-écoles (cursus croisés, projets de recherche, etc.) à l'échelle du Grand Est. Les grandes écoles entendent "formaliser un mode de concertation et de travail agile et efficace au niveau régional", et "une feuille de route avec des objectifs partagés". En particulier, elles se proposent de "répondre de manière rapide à certaines sollicitations, notamment interdisciplinaires, et de constituer de nouvelles alliances sur des sujets précis".

Enfin, les grandes écoles des trois territoires s'engagent à "coordonner leurs réponses à la région pour la 2^e phase annoncée du pacte ingénieurs (1). Elles affirment aussi "vouloir articuler fortement leur action avec celle des universités du Grand Est", "participer pleinement au développement de l'action des pôles de compétitivité" et "prendre toute leur place dans les actions transfrontalières".

UNE "EXCELLENTE INITIATIVE" POUR VALÉRIE DEBORD, VP RÉGIONALE

Comme l'illustre auprès d'AEF Pierre Koch, directeur de l'UTT, "le chargé de mission nommé à l'UTT autour de l'usine du futur a pris des contacts avec les acteurs lorrains et alsaciens, pour repérer des points d'excellence et de complémentarité. Cela permettra de développer des actions nouvelles, plus visibles, tout en ayant chacun son propre créneau". "Sur le territoire alsacien, nous avons engagé le chantier de l'usine du futur il y a un an dans le cadre du pacte ingénieurs [initié par l'ancienne région]", indique Jean-François Quéré, au nom du réseau 'Alsace Tech'. "Notre souhait est bien d'éviter de faire, chacun, des choses identiques dans nos écoles. Il faut être cohérents, en étendant certaines problématiques prioritaires".



Ce premier colloque des grandes écoles est "une excellence initiative", salue Valérie Debord (LR), vice-présidente de la région Grand Est en charge de la démocratie territoriale et de l'enseignement supérieur, y voyant un moyen de "faire région". Revenant sur la construction du SRDEII, l'élue indique aux directeurs de grandes écoles que "l'attractivité est au cœur des réflexions", dans un contexte démographique défavorable. "Cela implique de travailler sur la création et la reprise d'activités sur le territoire, en s'appuyant sur des outils comme le Peel, mais aussi de travailler sur la vie étudiante en lien avec les villes". Elle ajoute : "Il y a votre regard sur le transfrontalier et l'international, mais aussi la question de l'alternance, un objectif du président Philippe Richert. Par ailleurs, l'accent qui pourrait être mis sur une thématique génératrice d'identité peut nous intéresser".

Quels axes de collaboration ?

Lors de ce colloque à Reims, les dirigeants des grandes écoles du Grand Est ont commencé à identifier plusieurs pistes de travail en commun, en fonction de 4 grands axes. En voici quelques-unes :

- **Relations entreprises** : développer des chaires d'entreprise, créer un bureau Grand Est destiné aux PME-PMI, valoriser les offres des écoles (stages, recherche, formation continue), etc.
- **Actions croisées** : diplômes en commun, formation continue, écoles d'été et rencontres ponctuelles pour les étudiants (sur un jour, une semaine, etc.), échanges entre BDE, etc.
- **Transfrontalier** : valoriser l'offre de doubles diplômes, cultiver le trilinguisme, développer l'interculturalité, etc.
- **Attractivité** : identifier des points d'excellence fédérateurs (photonique, santé, développement durable, etc.), encourager la mobilité étudiante, réaliser une cartographie des formations, organiser des forums entreprises 'Grand Est', promouvoir l'entrepreneuriat, etc.

(1) Après un premier "pacte ingénieurs" (adopté en 2007), l'ex-région Alsace avait lancé un deuxième pacte sur la période 2015 à 2019. Il a vocation à s'étendre à l'ensemble du territoire Grand Est, selon le président d'Alsace Tech Jean-François Quéré.